

La Pologne face au « syndrome du bon élève » : anatomie d'une dépendance stratégique

Ibrahima Ferreira | 3 juin 2026 | ARTICLES



Le 21 mars 2023, le président polonais Andrzej Duda [inaugurait à Poznań la première garnison permanente de l'US Army en Pologne](#). L'événement est particulièrement symbolique après 30 ans d'alliance étroite et des [investissements nationaux massifs](#) (près de 300 millions de dollars étasuniens rien que pour la modernisation des bases militaires en 2024). « [C'est une nouvelle que nous attendions depuis longtemps](#) », affirmait alors le président polonais. L'ancrage physique de la sécurité polonaise dans l'orbite militaire américaine semblait alors inébranlable. Moins d'un an plus tard, en février 2024, Donald Trump déclarait qu'il « [encouragerait](#) » la Russie à « [faire ce qu'elle veut](#) » face aux alliés de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) qui ne « paient pas leurs factures ».

Cependant, cette approche transactionnelle montre d'ores et déjà ses limites lorsqu'elle est appliquée à la situation polonaise. Aujourd'hui, ce pays dépense près de [4,7 % de son produit intérieur brut \(PIB\) pour sa défense](#), soit un effort largement supérieur à l'objectif de 2 % du PIB fixé par l'OTAN en 2014. Cette vertu budgétaire ne le protège pas pour autant : la Pologne reste tout aussi vulnérable que ses voisins baltes ou ouest-européens aux aléas de la scène politique américaine.

Cette vulnérabilité est désormais un fait tangible. En février 2026, une enquête de l'institut SW Research pour le quotidien *Rzeczpospolita* montrait que seuls [29,9 % des Polonais considéraient encore les États-Unis comme un allié fiable](#). La rupture avec la confiance d'antan est encore plus frappante quand on lit que, [selon l'institut CBOS, 80 % des Polonais jugeaient les relations avec Washington « bonnes » en 2023, un chiffre qui s'est effondré à 31 % en avril 2025](#), trahissant un basculement bien au-delà de simples différences de sondages.

Au sommet de l'État, les certitudes vacillent. En mars 2026, le président Karol Nawrocki, élu en 2025 avec le soutien du parti Droit et Justice (PiS) et proche du mouvement conservateur américain, a bloqué [par son veto la loi permettant à la Pologne d'accéder au programme européen Agir pour la sécurité de l'Europe \(SAFE\)](#) – un instrument européen de prêts doté de 150 milliards d'euros, dont Varsovie devait être le principal bénéficiaire, à hauteur d'environ 43,7 milliards d'euros. Il assure que

ce mécanisme mettrait la Pologne [« sous la botte allemande »](#) en aidant les industriels européens au détriment des fournisseurs américains. Le Premier ministre Donald Tusk lui a répondu sèchement : « Le président a raté l'occasion d'agir en patriote », tandis que d'autres membres du gouvernement parlaient de [« sabotage de la sécurité nationale »](#). Cette lutte entre une présidence pro-MAGA et un gouvernement pro-européen met le doigt sur une fracture béante : la Pologne n'a en effet pas été aussi divisée sur sa politique de défense depuis 1989. À force d'arrimer sa sécurité au bon vouloir de Washington, Varsovie a importé dans son débat national les clivages politiques américains, au risque de paralyser ses propres choix stratégiques.

Ce problème est le signe d'un mal plus profond, qu'on pourrait appeler le « syndrome du bon élève ». Il affecte ces alliés qui, en répondant avec un zèle particulier aux exigences de Washington – qu'il s'agisse du niveau des dépenses militaires, des achats d'armements ou de l'alignement diplomatique – se retrouvent pris au piège d'une dépendance accrue envers un protecteur dont la fiabilité n'est plus garantie. La vertu budgétaire et la loyauté stratégique, loin de sanctuariser la protection américaine, se retournent en vulnérabilité : ce n'est pas l'alignement en lui-même qui est fatal, mais le décalage entre l'investissement colossal consenti – dépenses, infrastructures, dépendance doctrinale – et l'absence de garantie politique inconditionnelle en retour. Plus l'allié a parié sur la relation asymétrique, plus un éventuel retrait américain devient fatal.

Avec son effort de défense [culminant à 4,7 % du PIB](#), ses achats massifs d'équipements américains et sa posture diplomatique alignée sur Washington, la Pologne est le cas d'école le plus abouti de ce syndrome en Europe. Plus elle s'engage, plus elle se raccroche à une garantie qui peut être retirée. Sans renier son alliance avec Washington, Varsovie esquisse une réorientation de sa posture stratégique par touches discrètes. Cette évolution, inspirée par un pragmatisme défensif plutôt que par une véritable rupture, se manifeste sur plusieurs fronts. Toutefois, ces adaptations, aussi importantes soient-elles, seront-elles suffisantes pour protéger la Pologne contre les conséquences d'un éventuel affaiblissement de la garantie américaine ?

Le choix stratégique de la Pologne : généalogie d'un pari sur les États-Unis

Pour bien comprendre la force du dilemme polonais, il faut mesurer l'ampleur de son engagement atlantiste. Depuis 1989, le dogme de la sécurité polonaise est que seule la présence militaire américaine sur le flanc est de l'OTAN peut dissuader durablement la Russie. Cette conviction, commune à l'ensemble de la classe politique au-delà des clivages partisans, repose sur trois piliers.

↳ D'abord une lecture géopolitique constante. Située sur la plaine nord-européenne (cette immense étendue sans obstacles naturels majeurs qui s'étend des Flandres à l'Oural), la Pologne ne possède ni chaînes de montagnes ni fleuves véritablement infranchissables pour protéger son territoire. Cette vulnérabilité est gravée dans la mémoire stratégique nationale : envahie de tous les côtés, de l'ouest comme de l'est, la Pologne a même disparu des cartes entre 1795 et 1918, partagée entre les empires d'alors. De ce point de vue, la présence militaire américaine sur le flanc est de l'OTAN ne représente pas un gage diplomatique, mais une profondeur stratégique indispensable à même, de façon quasi unique, de compenser ce déficit géographique structurel.

Ensuite, une méfiance obstinée à l'égard des capacités militaires européennes. La Pologne est une contributrice active des initiatives de défense de l'Union européenne (elle participe à la [coopération structurée permanente \(PESCO\)](#) et bénéficie des financements [du Fonds européen de défense](#)), mais elle n'y a jamais vu autre chose que des compléments au parapluie américain, à aucun moment des substituts crédibles. À Varsovie, les retards dans la construction d'une Europe de la défense nourrissent un scepticisme profond. On souligne souvent l'absence d'intégration des capacités militaires existantes, comme le montrent la persistance de normes nationales incompatibles, la fragmentation des industries de défense ou encore les retards accumulés par des projets emblématiques comme [le char de combat européen](#).

Cette conviction a toujours été confortée par la modestie historique des budgets militaires de nombreux partenaires européens : il a fallu attendre l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine en 2022 pour que l'Allemagne, par exemple, [annonce un fonds exceptionnel de 100 milliards d'euros](#) et s'engage enfin à respecter durablement l'objectif des 2 % du PIB. Cette lenteur collective confirme pour la Pologne, qui depuis des années consacrait une part bien supérieure de sa richesse nationale à sa défense, que l'Europe est incapable, seule, d'assurer sa propre sécurité. Varsovie n'a donc jamais considéré les structures de défense européennes comme une alternative à l'OTAN, mais plutôt comme un outil supplémentaire, utile pour renforcer certains pans industriels ou symboliques, mais impuissant face à la menace russe.

Enfin, troisième pilier : une traduction budgétaire et capacitaire sans équivalent en Europe. En 2025, la Pologne consacrait 4,7 % de son PIB à la défense ; aujourd'hui, elle vise les 5 % et a déjà [prévu 4,8 % du budget pour 2026](#). Ses forces militaires excèdent [210 000 hommes et elles devraient atteindre 300 000 d'ici 2035](#), ce qui en ferait la plus grande armée terrestre du continent. Dès 2023, la Pologne se lance dans un [effort massif de renforcement de sa défense](#) : chars Abrams, avions F-35A, batteries

Patriot ou encore systèmes HIMARS sont achetés en grand nombre. Ce partenariat étroit avec l'industrie militaire des États-Unis fait de la Pologne l'un de leurs principaux alliés opérationnels. Elle paie même pour les bases qui hébergent les forces américaines, ce qui est rare dans l'OTAN. Ses commandes d'équipements fortement orientées vers l'industrie de défense américaine créent une dépendance technologique et doctrinale assumée.

L'édifice se complète par l'ancrage physique de la présence américaine. Depuis 2023, l'US Army a transformé son Area Support Group en US Army Garrison Poland, première garnison permanente des États-Unis en Pologne. Le site de défense antimissile [Aegis Ashore de Redzikowo](#), déclaré opérationnel en juillet 2024, puis formellement placé sous commandement OTAN en novembre 2024 ajoute une couche de dissuasion balistique. À Powidz, Lubliniec, Poznań, la Pologne accueille des troupes et du matériel américain dans des infrastructures qu'elle finance. L'objectif affiché est clair : rendre un retrait américain si coûteux sur le plan politique et logistique qu'il deviendrait improbable, quelle que soit l'administration à Washington.

Le syndrome du « bon élève » : quand la vertu budgétaire devient un piège

Ce pari, tout à fait rationnel dans l'Europe du temps d'après-guerre froide, se heurte aujourd'hui à une réalité nouvelle : l'engagement américain n'est plus une constante stratégique mais une variable politique. La séquence initiée par Donald Trump en 2016, mise entre parenthèses sous Joseph Biden, puis réactivée en 2024 a modifié l'essence même de la garantie de sécurité américaine.

En février 2024, lors d'une réunion en Caroline du Sud, Donald Trump a rompu avec la doctrine historique de l'Alliance. Il a affirmé qu'il ne défendrait pas un allié « défaillant » et qu'il « encouragerait » même la Russie à « faire ce qu'elle veut » contre les pays qui ne « paient pas leurs factures ». Or, l'article 5 du traité de Washington ne prévoit aucune condition budgétaire. On y énonce la solidarité collective comme un engagement politique, non comme un contrat d'assurance à primes variables.

La Pologne est donc placée dans une situation paradoxale : elle a rempli tous les critères objectifs et au-delà ; elle a massivement acheté américain ; elle avait construit sur son sol tout ce qui était nécessaire pour recevoir les troupes ; elle a aligné sa politique extérieure sur les priorités de Washington, notamment en [soutenant l'Ukraine avec une intensité rare](#). Mais la logique transactionnelle trumpienne ne récompense pas la vertu budgétaire par une sécurité accrue : elle subordonne l'engagement américain à des arbitrages politiques internes imprévisibles.

C'est ce paradoxe que l'on peut dénommer « syndrome du bon élève ». L'allié qui applique au mieux les standards budgétaires et opérationnels fixés par Washington se construit une dépendance stratégique dont il devient prisonnier. Sa vertu, loin de lui offrir une protection inconditionnelle, crée un risque proportionnel à l'investissement consenti : plus il aura compté sur l'allié américain, plus un éventuel désengagement de celui-ci lui sera fatal. La Pologne incarne le plus parfaitement ce syndrome, par l'ampleur inégalée de son effort de défense et la profondeur de son ancrage atlantiste. Le « bon élève » polonais ne gagne pas la protection de ses efforts, il devient simplement plus dépendant de l'arbitraire du président américain.

Dans les colonnes du *Rubicon*, Jean F. Crombois a théorisé ce phénomène sous le terme de « [périls de l'attractivité](#) ». Pour les petits États du flanc est de l'OTAN étudiés par l'auteur (Bulgarie, République tchèque, Estonie et Lettonie), la logique d'attractivité consiste à se rabattre totalement sur les États-Unis pour leur sécurité, en multipliant les signes de soutien à Washington et en privilégiant les achats d'armes américaines au détriment des équipements européens. Or, cette politique, aussi raisonnable qu'elle puisse paraître au moment où un protecteur puissant semble offrir des garanties, devient un piège dès qu'on interroge la constance de ce protecteur. « Une logique d'attractivité qui consisterait à tout miser sur les États-Unis peut s'avérer risquée s'ils commencent à douter de la fiabilité de leur protecteur, comme ce fut déjà le cas lors du premier mandat de Donald Trump », souligne Crombois.

Le cas polonais pousse cette logique jusqu'à son paroxysme et en dévoile toute l'ambiguïté. La Pologne n'est pas un « petit État » au sens de Crombois, car avec ses 38 millions d'habitants, ses forces armées dépassant 210 000 hommes et son effort de défense de 4,7 % du PIB, elle est une puissance démographique et militaire majeure du continent européen. Pourtant, Varsovie a délibérément opté pour une posture de « sur-alignement », qui, par ses effets, la rapproche des stratégies des petits États étudiés par Crombois. Elle aussi a fait beaucoup pour Washington, acheté américain à gros prix, financé les infrastructures d'accueil des troupes et fait de la présence militaire américaine le socle intangible de sa sécurité nationale.

Le paradoxe est alors saisissant. La Pologne a volontairement reproduit les schémas de comportement des petits États dépendants, alors même qu'elle avait les moyens de devenir un pilier d'une défense européenne plus autonome. En attachant ainsi son destin à une puissance dont elle ne maîtrise ni les élections ni les orientations stratégiques, elle s'expose, comme les petits États du flanc oriental, à un risque de vulnérabilité accrue. Le « bon élève » de l'Alliance atlantique réalise que sa rigueur

budgétaire ne lui est d'aucun secours : plus il se conforme, plus il se trouve à la merci d'une décision discrétionnaire du président américain.

Le danger n'est plus seulement militaire. C'est aussi une question de politique et de psychologie. À chaque déclaration de Trump, la crédibilité de la dissuasion conventionnelle de l'OTAN s'affaiblit et Varsovie se voit contrainte de rassurer sans cesse son opinion publique, les pays baltes frontaliers et les partenaires européens. La Pologne, qui voulait devenir le pilier de la sécurité régionale à l'ombre de l'Amérique, se trouve peut-être exposée comme le maillon faible d'une chaîne de solidarité dont Washington tient les deux bouts.

Les dirigeants polonais, tout en ayant pris conscience de cette nouvelle vulnérabilité, sans jamais l'admettre publiquement de peur de paraître douter de leur allié, ont commencé à tisser discrètement des filets de sécurité alternatifs. Ces « plans B » ne remplacent pas l'alliance avec Washington, jugée irremplaçable. Elles ont pour but d'atténuer les conséquences d'une défaillance partielle ou temporaire.

Une politique de sécurité alternative en Pologne

Premier pilier : la diversification des fournisseurs, ou le pari sud-coréen

L'initiative la plus spectaculaire est celle [des contrats d'armement signés avec la Corée du Sud](#). En 2022, la Pologne a signé son plus gros contrat d'armement, pour plus de 15 milliards d'euros : un accord-cadre portant sur l'acquisition de 1 000 chars K2 Black Panther, 672 obusiers automoteurs K9A1 Thunder, 288 lance-roquettes multiples Chunmoo et 48 avions de combat léger FA-50. En 2025, une deuxième série d'achat de 180 K2 a été bouclée pour 6,5 milliards de dollars supplémentaires.

Cette diversification répond à trois intérêts de nature stratégique. Elle réduit tout d'abord la dépendance technologique et logistique de Varsovie vis-à-vis des États-Unis, dont la fiabilité crée de plus en plus de doutes. Ensuite, grâce aux transferts de technologie prévus, l'industrie de défense polonaise pourra produire une partie de l'équipement sur son sol : sur les 180 chars commandés pour 2025, 61 seront produits en Pologne par Polska Grupa Zbrojeniowa (PGZ), ce qui marque le retour du pays à la fabrication de chars après [plus de 10 ans d'interruption](#). Par ailleurs, un accord signé en octobre 2025 par Bumar-Łabędy (filiale de PGZ) et Hyundai Rotem prévoit un investissement de 850 millions de złoty (soit environ 201 millions d'euros) pour moderniser l'usine de Gliwice et y installer une ligne de production pour la [version polonaise du char, le K2PL](#). Enfin, Séoul offre des délais et des prix compétitifs, particulièrement attractifs dans un contexte de saturation des chaînes de production mondiales : la rapidité de livraison a été [un facteur décisif dans les choix polonais](#), parfois au prix d'une certaine interopérabilité avec les standards de l'OTAN.

Cette stratégie, que certains analystes appellent [« flexilatéralisme »](#), permet à Varsovie de rester un allié fidèle de Washington tout en développant des partenariats hors d'Europe ; une approche pragmatique d'ancrage atlantique et de diversification des partenariats. La Pologne n'a pas renoncé à ses achats américains, mais elle crée délibérément une redondance stratégique qui lui offre des marges de manœuvre inédites. Ainsi, entre 2021 et 2025, [Séoul a fourni 47 % des importations d'armes majeures de la Pologne](#), devant les États-Unis (44 %), confirmant que la Corée du Sud est devenue un partenaire de premier plan, sans toutefois évincer l'allié américain.

Deuxième pilier : la défense territoriale, ou la résilience sociétale

Dans le même temps, la Pologne a entrepris de renforcer considérablement sa défense territoriale. Créée en 2017, [la Wojska Obrony Terytorialnej \(WOT\)](#) est aujourd'hui la cinquième composante des armées polonaises. Avec une force de 40 000 soldats à temps partiel en 2025 et des civils volontaires régulièrement entraînés et rapidement mobilisables, la WOT vise plusieurs objectifs complémentaires.

Elle renforce tout d'abord la résilience de la société polonaise aux scénarios de déstabilisation hybride : cyberattaques, campagnes de désinformation, actions de sabotage. En couvrant le territoire national de ses unités territoriales, la WOT forme un tissu défensif difficile à désorganiser. Elle ajoute ensuite une profondeur stratégique supplémentaire en cas de conflit de haute intensité. Si les forces conventionnelles polonaises se trouvaient en première ligne face à une offensive russe, les unités territoriales pourraient sécuriser les arrières, protéger les infrastructures critiques et mener des actions de résistance en territoire occupé. Elle est justement conçue pour gagner du temps : le temps qu'il faut aux renforts alliés pour arriver ou, à défaut, le temps nécessaire pour épuiser l'adversaire. Enfin, la WOT incarne une sorte de « nation en armes » envoyant un message à Moscou, mais aussi implicitement à Washington : la Pologne se prépare à se défendre seule si nécessaire.

Troisième pilier : les coopérations régionales, du Triangle de Lublin au format B9

Le troisième axe du « plan B » polonais vise à renforcer les coopérations régionales, au sein du [« triangle de Lublin »](#) mais aussi dans [le format B9](#). Le triangle de Lublin – plateforme de coopération politique, économique et militaire trilatérale créée le 28 juillet 2020 entre la Pologne, la Lituanie et l'Ukraine – est devenu un mécanisme clé de coordination régionale. Plusieurs contacts au niveau des chefs d'État ont déjà eu lieu, notamment [à Lviv en janvier 2023](#) et à [Vilnius en janvier 2026](#), dans le but de confirmer leur attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et leur volonté de renforcer ses capacités de défense. En juillet 2025, à l'occasion du cinquième anniversaire du format, [la réunion des ministres des Affaires étrangères à Lublin](#) a confirmé l'importance d'une coopération militaire et technique trilatérale approfondie, notamment sur le fondement de la brigade lituano-polono-ukrainienne (LITPOLUKRBRIG). L'intrusion de [drones russes sur le sol polonais en septembre 2025](#) a également conduit les trois pays à réclamer un renforcement de la coordination opérationnelle et une meilleure intégration de la défense aérienne régionale. L'objectif de cette architecture à trois piliers est d'assurer une continuité stratégique entre la mer Baltique et la mer Noire, en créant un espace de coopération renforcée qui continuerait à fonctionner même si les structures de l'OTAN étaient partiellement paralysées.

La Pologne est également très active dans le format B9 (ou « Bucarest Nine »), qui réunit, depuis 2015 à l'initiative de la Roumanie et de la Pologne, les neuf pays du flanc oriental de l'OTAN, à savoir la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie. Créé à l'origine pour préparer les sommets de l'Alliance, le B9 est progressivement devenu une instance autonome de réflexion stratégique, qui parle d'une seule voix, à Washington comme face aux capitales d'Europe occidentale. La déclaration commune adoptée par ses dirigeants en février 2023 réaffirmait ainsi la nécessité de [« renforcer la dissuasion et la posture de défense sur tout le flanc oriental, de la Baltique à la mer Noire »](#).

La réunion élargie B9 aux pays nordiques à Vilnius en juin 2025 a marqué une nouvelle étape dans cette dynamique d'approfondissement régional, tout comme [le sommet annoncé à Bucarest pour le 13 mai 2026](#), placé sous le thème « Delivering More for Transatlantic Security ». Le succès du B9 montre que des coalitions régionales flexibles, unies par des intérêts de sécurité communs, peuvent renforcer l'Alliance tout en diminuant la dépendance de ses membres européens aux États-Unis.

Les limites infranchissables du « plan B » polonais

Ces adaptations polonaises, pour réelles qu'elles soient, se heurtent à des limites structurelles que Varsovie ne peut franchir seule. Elles rappellent pourquoi l'alliance américaine demeure, en dernier ressort, irremplaçable.

La première de ces limites est la dissuasion nucléaire. La Pologne ne possède aucune arme atomique et mise intégralement sur le parapluie nucléaire américain pour disposer d'une capacité de dissuasion face à une menace existentielle russe. Les déclarations de Donald Trump, conditionnant l'application de l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord, instaurent un doute radical sur la crédibilité de cette garantie ultime. Il est vrai que la dissuasion élargie s'incarne dans le déploiement au sol européen [des armes nucléaires B61](#). Mais ces armes restent sous contrôle exclusif des États-Unis et leur utilisation relèverait d'une décision souveraine du président américain. Si Washington se retire, Varsovie se retrouverait en déséquilibre nucléaire total face à Moscou, sans parade crédible. Les discussions récentes sur une « européanisation » de la dissuasion ne constituent pas une solution immédiate.

Il est vrai qu'Emmanuel Macron a proposé, le 2 mars 2026, d'associer à une [« dissuasion avancée » plusieurs pays européens](#), dont la Pologne, et que le Premier ministre polonais Donald Tusk [a confirmé que Varsovie était en discussion avec Paris](#) sur ce « système de dissuasion nucléaire avancé », déclarant que la Pologne ne voulait pas être « passive » sur ces sujets. Mais le président français l'a dit très clairement : cette coopération se fera « sans aucun partage de la décision ultime », qui reste une prérogative exclusive du chef de l'État français. Autrement dit, le parapluie nucléaire français, aussi rassurant qu'il soit, restera sans codécision, une asymétrie que Varsovie ne peut pas ignorer. Dans un sens plus large, la coordination annoncée en juillet 2025 entre Paris et Londres dans [la déclaration de Northwood](#), prévoyant la mise en place d'un « groupe de supervision nucléaire » coprésidé par les deux capitales, ne change pas fondamentalement la donne pour la Pologne : les intérêts vitaux ne sont pas explicitement couverts par cette architecture et la crédibilité d'une garantie européenne reste très inférieure à celle qu'offre la puissance nucléaire américaine. L'incertitude stratégique reste donc totale.

La deuxième limite, moins évidente mais tout aussi structurante, porte sur le renseignement stratégique. La Pologne, tout comme l'ensemble des alliés européens, repose largement sur les capacités américaines en matière de renseignement électromagnétique (SIGINT), d'imagerie satellitaire haute résolution et de détection avancée des menaces. Le commissaire européen à la Défense, Andrius Kubilius, [l'a admis sans détour](#) : « Aujourd'hui, nous dépendons des Américains pour des facilitateurs stratégiques, comme les données de renseignement spatial ou le ravitaillement en vol. Il faut être prêt à remplacer les facilitateurs stratégiques américains par les nôtres, européens. » Les récentes initiatives européennes, comme [la](#)

Comment citer cette publication

Ibrahima Ferreira, « La Pologne face au "syndrome du bon élève" : anatomie d'une dépendance stratégique », *Le Rubicon*, vol. 6, 3 juin 2026 [<https://lerubicon.org/la-pologne-face-au-syndrome-du-bon-eleve-anatomie-dune-dependance-strategique/>].